

Lisez et propagez

L'INSURGÉ

Organe Communiste Anarchiste

Paraissant le Samedi

10 centimes le numéro

Abonnement : 1,25 pour trois mois

Pour le recevoir UN MOIS à l'essai

envoyez 30 centimes en timbres

BUREAUX

97, rue Laixhaut, 97

HERSTAL

PUBLICATIONS DE « L'INSURGÉ »

LE

Parlementarisme

ET LA

Classe Ouvrière

PAR

Georges THONAR

10 CENTIMES

Deuxième édition

HERSTAL

Imprimerie G. Delebecqne, 97, rue Laixhaut, 97

1934

Pub. à la BN

Le Parlementarisme et la Classe ouvrière

PAR GEORGES THONAR

(2^{me} édition)

Les problèmes sociaux ont trouvé leurs solutions — adéquates au développement de la science contemporaine. On a conscience des transformations à accomplir dans l'organisation sociale pour que *chacun* y trouve plus de bonheur — on sait sur quels principes la société devrait être édifiée pour assurer à tous les individus les *moyens* d'exister.

Sans doute, nous ignorons ce que recèle l'avenir! — Les solutions que nous avons péniblement découvertes peuvent être controuvées demain — au moins en partie; néanmoins, telles quelles, nos conclusions se sont suffisamment précisées pour que nous puissions passer de la théorie à la pratique. Car, abstraction faite des êtres nuisibles qui vivent plantureusement de la misère d'autrui, nul ne nierait que l'exploitation de l'homme par l'homme est une iniquité, que l'autorité de l'homme sur l'homme est une plaie dangereuse que l'ignorance de nos ancêtres nous a léguée. — Et si l'on compare les progrès effectués dans tous les domaines à la situation misérable dans laquelle croupit la grande masse des travailleurs, il apparaîtra qu'il est révoltant que des hommes *meurent* de faim à une époque où la charrue est actionnée à l'électricité.

Le plus simple raisonnement démontre qu'une société dans laquelle l'écart est aussi grand entre ce qui

est et ce qui pourrait et devrait être est anormale. — La société doit donc être transformée, *le plus tôt possible*.

Des études *rigoureusement* exactes nous donnent la preuve que cette transformation doit s'opérer de fond en comble dans le sens *communiste* (assurant le bien-être à chacun) et *anarchiste* (assurant la liberté à chacun). Edifiée ainsi, la société serait plus conforme à l'être humain de notre époque. — Tout le socialisme est là-dedans.

Le progrès, le machinisme et ses conséquences nous mènent fatalement à ce triomphe du socialisme. Aussi, les *bénéficiaires* du système actuel font l'impossible pour annihiler cette évolution, qui leur est funeste.

Rassembler les faits, en déduire la philosophie qu'ils comportent, voilà le rôle du socialisme.

Analyser cette évolution, concrétiser les théories, activer la marche du progrès, voilà le rôle des socialistes ! Les révolutionnaires l'ont bien compris : ils dégagent la vérité, appliquent à la sociologie les données scientifiques et apportent — par la violence — leur appui matériel à l'évolution, lorsque l'application *pratique* de celle-ci est entravée par la classe capitaliste ; ce sont les seuls socialistes : ils veulent le triomphe du socialisme à bref délai, employant à cet effet la seule tactique qui découle logiquement des principes socialistes. Contrairement à ce qu'avancent les socialistes(?) *légalitaires*, ils ne veulent pas retourner la société en un tour de main, mais ils ont adopté une tactique réellement destructive.

Malheureusement, à côté des classes dirigeantes qui entravent l'évolution, certains pseudo-socialistes ont accepté d'aider nos maîtres à étouffer le socialisme : ce sont les socialistes *légalitaires, parlementaires, social-*

démocrates. Ils relèguent à l'arrière-plan l'action révolutionnaire — quand ils ne la rejettent pas complètement comme Louis Bertrand — en faisant valoir contre elle une série de sophismes, qui ne résistent pas au moindre examen. Pour la remplacer, ils agitent une panacée qui doit, sans secousse, nous conduire à la société idéale ; ce sera comme dans la chanson :

« Ça vient sans qu'on y pense ! »

Les *légalitaires* ont lancé la fameuse phrase : « Conquête des pouvoirs publics par les socialistes » et les travailleurs se sont laissés prendre à ce miroir aux aboies... ils ont suivi, sans s'apercevoir qu'il s'effectue un mouvement en sens inverse, car nous assistons à la *conquête des socialistes par les pouvoirs publics* ! Les ouvriers n'ont rien vu ; — c'est à croire qu'ils resteront des éternelles dupes ! Chose plus pénible encore : le parlementarisme a tellement énervé la classe ouvrière qu'elle a perdu toute énergie, qu'elle assiste impassible aux pires dénis de justice, qu'elle se laisse conduire par une poignée de phraseurs, qui la font sortir ou rentrer à l'atelier quand cela leur plaît — le côté économique est négligé, les syndicats sont détruits.

Travailleurs ! combien vous êtes satisfaits de pouvoir masquer votre avachissement par le bulletin de vote. Des ambitieux vous ont dit que ce bout de papier était une arme de salut et vous vous êtes empressés de les croire. La conquête des pouvoirs publics, l'action électorale, convenait bien mieux à vos tempéraments d'esclaves indolents ! Plus besoin de réfléchir, d'étudier, d'agir, de donner ou recevoir des coups ! Les mandataires sont là ! Vous les avez nommés pour faire vos affaires et ils ont fait... les leurs ! C'est parce qu vous employez cette tactique *que le but clairement en-*

trou est si peu poursuivi... — Ne le niez pas ! Depuis 1894, il y a des députés socialistes au Parlement belge, qu'en avez-vous retiré ? Rien, rien ! Vous travaillez toujours autant sans être mieux payés — tout comme vos frères de France, qui possèdent le suffrage universel depuis 50 ans !

Au début, tous les socialistes étaient d'accord pour rejeter l'action électorale, pour se garder de ses funestes effets : ils avaient compris que puisque le parlementarisme corrompt tous ceux qui le pratiquent, ils se corrompraient également en essayant de s'en servir. Et, naturellement, lorsque des hommes sans scrupules se proposèrent de se servir de la classe ouvrière et du socialisme comme d'un marchepied, pour se hisser au pouvoir et en retirer les profits, ils sentirent qu'il leur fallait entraîner les ouvriers dans les voies tortueuses de la politique ; mais pour masquer la félonie qu'ils préparaient, ils déclarèrent : « Si nous entrons au Parlement, c'est pour mieux le détruire. » — on sait ce qu'il en est advenu — ils ne disent plus cela aujourd'hui !...

De leur côté, les révolutionnaires avaient prévu ce qui est arrivé : la scission se fit. D'un côté, les socialistes révolutionnaires, qui devinrent les anarchistes ; de l'autre, les socialistes légalitaires, devenus parti-ouvriéristes, social-démocrates.

Les social-démocrates sont devenus l'immense majorité, en Belgique, où la grande masse est sans énergie, habituée à se laisser conduire et contente de son sort — elle ne tardera pas à se ressaisir. Cette rapide augmentation n'a rien d'étonnant : le programme socialiste parlementaire est devenu tellement pâle qu'un calottin s'y rallierait — il ne faut pas faire grand effort cérébral pour l'étudier. Notez que cette majorité ne

prouve rien en faveur du système car, à ce compte-là, il faudrait admettre l'existence d'un Dieu, puisqu'il y a plus de croyants que d'athées...

En réalité, l'action électorale est une déviation malsaine de l'action socialiste. Sous prétexte de détruire le parlement on participe à son existence, on se met à la remorque de ses discussions ; on fait croire qu'il peut encore servir en faveur de la classe ouvrière ; on perd son temps et son argent, on s'amuse tandis que le capitaliste se frotte les mains et continue à nous exploiter !

D'ailleurs, pouvons-nous avoir confiance en ceux qui acceptent d'aller coudoyer des bourgeois ? — Qui s'assemble finit par se ressembler... — Quelles réflexions doit se faire celui qui n'a plus qu'à écouter, bâiller, dormir ou... s'absenter pendant quatre heures, quatre fois par semaine, pour gagner 4,000 francs par an ?

Certes, nous ne prétendons pas que ce soient les avantages matériels qui poussent tous les assiette-aubourristes à se caser dans les parlements, mais il importe cependant de signaler toutes les causes de déformation qui agissent ou peuvent agir sur nos honorables (!)

Il est scientifiquement démontré que tout être est susceptible de déformation : on sait que l'homme qui consent à endosser l'uniforme de gendarme ne tarde pas à devenir féroce : cela s'appelle la déformation professionnelle. — Le nouveau député ne tarde pas à subir la déformation propre aux faiseurs de lois : il devient gâteux...

Cet homme, si sincère puisse-t-il être, finira par aimer les hommages qu'on lui prodigue et, pauvre âme chargée de reliques, bientôt il croira que ces hommages lui sont dûs, qu'il est d'une essence supérieure à celle de ses électeurs — il n'a pas tout-à-fait tort ! — Le voilà devenu un *supérieur*.

Puis, comme il a bu et mangé tout son saoul, qu'il ne manque de rien, que son avenir est relativement assuré, il se bercera de l'illusion que lorsqu'il a diné, le reste de l'humanité ne demande qu'à digérer.

Il lui arrivera de penser à la misère des travailleurs, mais comme il ne la *ressent* plus, il lui semblera que les pauvres se plaignent souvent sans raison ; il se dira, en toute sincérité : « Cela ne va pas encore si mal ! »

Il n'aura pas tort... s'il ne considère *que* sa situation. Toujours est-il que le député est devenu un *satisfait*.

A la Chambre, il se rencontrera naturellement avec les plus grandes fripouilles (*) ; cette fréquentation n'est pas de nature à le rendre meilleur... D'autre part, les députés étant essentiellement paresseux — ne sont-ils pas nos « rois fainéants » ? — il s'effarera du temps immense qu'il leur faut pour expédier la moindre bagatelle. — Il finira par croire que les transforma-

(*) Voici, extrait de l'*Avenir social*, p. 545, l'appréciation du député socialiste belge DESTRIÉE : « Tous les parlements modernes naissent au milieu de la fange des campagnes personnelles et des corruptions électorales ; tous vivent dans une atmosphère avilissante à l'influence de laquelle il est malaisé d'échapper. Mensonges perpétuels, compétitions féroces, vénalités lamentables, intellectualités misérables, de temps en temps quelque scandale retentissant vient éclairer l'abîme et arracher leur prestige à nos souverains éphémères. On crie, on s'indigne, on accuse les individus sans s'apercevoir qu'ils ne sont que le produit FATAL du milieu. — On les remplace par d'autres... qui recommencent »

Chaque mot de cet alinéa, échappé à Destrie à un moment de sincérité, fait ballé contre le parlementarisme... Or, l'homme qui a fait pareilles constatations est encore député à l'heure actuelle... Son attitude renforce singulièrement son argumentation : elle prouve que lorsqu'on est au parlement, malgré la « fange » on s'y cramponne !

tions sociales ne s'opèrent que très lentement. Comme il est satisfait — ou à peu près — il vous dira : « Voyez, que de progrès accomplis depuis que je suis au Parlement ! » il ne s'apercevra pas, ni ses électeurs non plus hélas ! que c'est son ventre qui raisonne, ou plus exactement *raisonne*. Satisfait et se croyant supérieur, il souffrira difficilement les impatiences et les exigences des socialistes restés dans les rangs. Les avancés réclament la marche en avant et se disent *révolutionnaires* — le député les combattra à grand renfort de phrases mielleuses ou sonores empruntées à la perfidie de l'éloquence parlementaire : il se dira *évolutionniste* ; cela lui donnera un petit cachet « scientifique » qui lui viendra à point pour masquer son ignorance, aux yeux des imbéciles qui le gobent. Peut-être n'y aura-t-il personne pour le démasquer et lui rappeler que l'évolution n'est rien autre que l'enchaînement des révolutions — perceptibles ou non pour notre entendement ! Le mot « évolution » servant simplement à désigner la marche en avant ; or, comme aucun progrès ne s'est jamais accompli sans secousse violente, sans *révolution*, il est facile d'en conclure que *pour être évolutionniste il faut être révolutionnaire* — et vice versa, qu'en suite, *puisque les parlements* — institutions bourgeoises et capitalistes — *n'ont d'autre but que de sauvegarder l'ordre capitaliste, c'est-à-dire d'entraver l'évolution sociale*, on ne peut être réellement évolutionniste qu'à condition d'être *anti-parlementaire*.

Mais les travailleurs ne réfléchissent pas à cela, ils ne constatent pas que leur député est devenu tout bonnement un *réactionnaire honteux*. Ces transformations dans le caractère du député s'opèrent insensiblement — souvent sans que le député s'en aperçoive, — les prolétaires n'y voient que du feu ! Ils s'habituent à applaudir quand leurs mandataires parlent de « calme

et dignité... (?) progrès pacifique... » et autres calembredaines ; ils ne comprennent pas qu'un député bourgeois parlerait exactement de la même façon... Ainsi on enlève au peuple toute énergie : on le prépare pour toute les capitulations.

Quant au député, entré dans un milieu corrompu, il a été corrompu lui-même ; il a subi la déformation professionnelle, il s'est adapté au milieu bourgeois, à la société capitaliste, à sa place de budgétivore.

Il va sans dire que, dans ces conditions, le député serait incapable de reprendre son ancien métier ! On ne voit pas bien un député recommencer le métier de couvreur, par exemple — il aurait des vertiges !

Député il est, député il faut qu'il reste ! Rien ne lui coûtera pour conserver son mandat : il mentira, il trompera, il intriguera ; il combattra sous main ceux de ses anciens amis qui pourraient devenir des concurrents dangereux : il sèmera la discorde dans les rangs prolétariens, c'est un *hypocrite*.

Satisfait, supérieur, réactionnaire et hypocrite, le député perd toute mesure et toute... prudence ; assoiffé de popularité de mauvais aloi, il votera les lois les plus antisocialistes, ou bien comme le député L. Trochet, **il proposera une augmentation de salaire pour les gendarmes**(*), il léche les bottes de ceux

(*) Ce député est d'une ignorance qui laisse rêveur... et (naturellement) d'une façon déconcertante. Conscient de la vilénie qu'il a commise en « protégeant » les gendarmes, il *vie* à présent. Pour le convaincre de mensonge, il suffit de relire *Le Peuple* du 24 mai 1901 ; on y trouve :

« Trochet plaide ensuite la cause des gendarmes, dont il trouve la solde *insuffisante*... les logements *devraient* être améliorés. Quand les socialistes seront en majorité, ils sauront payer **convenablement** les gendarmes. »

qui nous fusillent ! Pour conquérir de nouveaux électeurs, il dénaturera le programme socialiste : il défendra la petite propriété, il interdira de chanter la *Carmagnole*, « ce chant crapuleux », il défendra la religion, comme le député Vandervelde (*Peuple* du 22 juillet 1903) ; ou bien, comme Millerand, en France, il votera le *budget des cultes*, les crédits pour les corps expéditionnaires de Chine, il votera des *poursuites* contre les auteurs d'une brochure *syndicale* et antimilitariste ; il votera *contre* la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; il rendra des services à l'empereur de Russie et sera créé *baron* par le pendeur des socialistes russes ! — Tout cela est tellement monstrueux que c'en est à peine croyable... rien n'est plus vrai cependant, et pour s'en convaincre, il *suffit* de relire les *journaux socialistes* de l'époque.

Oui, gonflé de son importance et de son fiel, le député ne rêve plus qu'avantage nouveau : Anseele déclare, à la Chambre, qu'il accepterait volontiers d'être ministre sous le roi Léopold — « Même sans la république ! »(*) a-t-il déclaré ; Millerand, lui, a accepté de fraterniser dans un ministère avec le boucher Gallifet, le sinistre égorgueur des commonards...

Voilà un bitan — oh, bien incomplet ! — de l'action *parlementaire* socialiste... Maintenant, si le cœur t'en dit, choisis un de tes bons camarades, envoie-le au Parlement... Voilà ce que tu en feras, brave électeur !

Mais tout ceci ne concerne guère que les individus, nous allons voir ce que vaut l'institution.

Il existe un préjugé, très répandu dans la classe ouvrière et dont les dirigeants n'ont pas manqué de tirer parti : c'est la confiance en la loi. — La chose est très

(*) Voir le *Compte-rendu analytique* de la Chambre belge, année 1901, p. 504.

explicable d'ailleurs. Accoutumés à se soumettre, à respecter les sévérités du code, les travailleurs ont pensé que, leur cause étant juste, on pourrait retourner la loi contre les exploités; ils n'ont pas compris toute l'hypocrisie de la métaphysique autoritaire; ils n'ont pas compris que si la loi est un excellent outil d'oppression, merveilleusement adapté aux conditions économiques de la société actuelle, elle ne saurait faire œuvre de libération — ce serait contraire à sa nature: créée pour contenir la foule, elle ne saurait l'aider à marcher en avant, — elle est une entrave. Emile Vanderveide le constate dans l'*Avenir social*, p. 251: « Il suffit d'avoir passé quelques mois dans une assemblée législative, pour se convaincre qu'au point de vue de l'initiative parlementaire, la minorité n'est rien, et la majorité fort peu de chose. » — Que l'on réfléchisse un instant, l'on constatera que la loi ne peut être utile qu'aux possédants seuls. Ce qui le prouve indubitablement c'est que sur 100 lois, plus de 90 ont été faites uniquement pour défendre la propriété. — Qu'on le sache bien, les lois sont indolentes à la société capitaliste, elles en forment l'ossature. Aussi le parlementarisme est-il, scientifiquement, devenu un anachronisme, et Vanderveide, à qui nous nous en référons d'autant plus volontiers qu'étant député socialiste son avis ne peut être taxé de partialité, Vanderveide l'avoue en ces termes, dans l'*Avenir social*, nov. 1896: « Au reste, les deux choses se tiennent. Le parlementarisme n'est que la forme politique du capitalisme. Ils naissent en même temps, suivent la même évolution et, en même temps aussi, manifestent des symptômes de décadence. »

Il est bien regrettable que ce réceptacle des aveux qui s'intitule l'*Avenir social* soit, de par sa nature, inaccessible aux masses. Elles y apprendraient de belles! Peut-être parviendraient-elles à découvrir le vil motif

qui pousse de tristes individus à entraîner les travailleurs dans les marécages électoraux.

On est parvenu à faire croire au travailleur que la loi le sauvegardait de l'arbitraire du plus fort, et le peuple n'a pas remarqué que sur 100 lois, c'est à peine s'il y en a une malheureuse dizaine qui ont la prétention de protéger les personnes — les personnes riches, oui! les pauvres, non! — Le peuple ne s'est pas aperçu que les quelques libertés qu'il possède, il les a conquises les armes à la main et qu'il ne les conserve que par la violence. Comme le dit Kropotkine: « Si le maître ne vous fouette plus dans la rue, c'est que celui qui tenterait de le faire serait mis en pièce par le peuple. »

Il est hors de doute que la désinvolture avec laquelle les seigneurs du « bon » vieux temps étalaient leur arbitraire ne serait plus tolérée. Mais si les arrêts « Tel est mon plaisir » n'ont plus cours, la loi remplace avantageusement les anciens procédés: plus besoin de « lettre de cachet »! — Un militant répond verbalement à son patron: il est immédiatement poursuivi pour menaces; un ouvrier regarde un argousin de travers: poursuites pour rébellion; un picoupiou refuse d'exécuter un ordre barbare: poursuites pour refus d'obéissance. — Et c'est ainsi tout le long de l'existence: poursuites pour ne pas annoncer une naissance dans les délais voulus, poursuites pour une pomme volée en maraude, poursuites pour s'être trouvé sans logis (vagabondage), et enfin — comble de l'ironie! — poursuites, (puisque le vote est obligatoire en Belgique,) poursuites quand on refuse de voter, de coopérer aux tripotages électoraux.

Poursuites et — surtout — *condamnations*... pour les pauvres diables, qui ne peuvent se payer l'avocat qui n'est sur aucun coin, (apparenté avec combien de magistrats!), pour les pauvres diables dont la mise dégue-

nillée et la pose pleine d'humilité n'en imposent point aux juges.

Si les lois sont parfois cruelles, elles sont souvent d'une stupidité à faire hausser les épaules. Elles ont généralement la prétention de servir de code de morale — de directeur de conscience : il semble qu'on devrait d'abord en corriger la ridicule incohérence. La loi punit le vol... dit-on! La plus classique des morales enseigne que voler c'est l'action de prendre à autrui ce qui lui appartient ; c'est appuyée sur ce principe que la loi condamne celui qui vole un pain ; mais la loi ne punit pas l'actionnaire qui *perçoit* un bénéfice qui en toute justice ne lui revient pas... La langue officielle a de ces euphémismes qui laissent rêveur : prendre la *part* du producteur... c'est percevoir!

Tuer quelqu'un, c'est commettre un crime. — Voyez comme la loi est une chose cohérente : Vous êtes vêtu comme le premier électeur venu, si vous tuez un homme... on vous condamne ! habillez-vous d'un pantalon de couleur voyante, mettez un shako ou un bonnet à poils, et ainsi travesti — soldat ou gendarme — tuez le même individu... la loi vous décorera.

Une loi ! mais ce n'est que l'ensemble des interprétations fantaisistes et saugrenues de MM. les députés — ce n'est généralement considéré comme sacré que par les... dupes !

Faut-il rappeler comment se confectionne une loi ? — Des individus choisissent un gaillard qu'ils nous imposent, non parce que leur candidat est un être parfait, mais parce que ses électeurs sont les plus nombreux ! — Ce farceur de candidat, tiré à autant d'exemplaires, ira en compagnie de ses pareils tafouiller, de 2 à 6 h., sur la réglementation de nos intérêts — dont il n'a pas même conscience ! Médecin, il appliquera les méthodes

d'Esculape qui achèvent ses malades — pour chaque solution, il proposera un clystère...; épiciers, il défendra les thèses à « sens commun », il brandira de faux poids ; paysan, il discutera... fumier ! — Heureux encore si les députés ne sont pas en majorité avocats, car en ce cas tout est perdu... même l'honneur !

Quelle bouffonnerie ! Ces médecins, ces épiciers, ces avocats, tous ces hommes enfin qui n'ont généralement de professionnel que le titre, discuteront, voteront et décréteront sur toutes choses : poudre à canon et pêche de la morue, travail de la mine et épizootie, automobilisme et culture de la carotte — surtout !

Les parlements sont composés d'individus dont l'intelligence est inférieure à la moyenne, avait déjà dit un économiste distingué : « Vénalité lamentable, intellectualités misérables », ajoute le député Destree...

Dis-moi donc, électeur bienveillant, quel travail sérieux ces gens pourraient bien produire ? Certes, les députés sont pleins de suffisance, mais nous sommes en droit de nous demander s'ils sont bien assez géniaux pour réunir ces connaissances encyclopédiques ; — et comme nous doutons de leur omniscience, nous concluons que les députés doivent être bien... naïfs ou bien malhonnêtes, pour assumer de telles charges...

Et puis, où donc, dans tout cela, est la sanction morale ? Puisque ces messieurs n'en sont plus au « Tel est mon bon plaisir ! » — ils le prétendent du moins — où vont-ils puiser la sanction qui légitimerait, à nos yeux de « battus mais pas contents », la loi qui sortira de leurs querelles byzantines ? Ah ça ! la grâce divine leur aurait-elle dispensé le pouvoir de l'infaillibilité ? — Les électeurs n'y croient pas j'espère !... Alors ? Leur compétence ? Mais nous venons de voir à quoi elle se réduit. Est-ce donc parce que ceux qui les ont élus étaient ma-

majorité ? En ce cas, ils appliqueraient le « droit du plus fort » ! Ou bien nos « honorables » sont-ils des modèles de pondération et de vertu ? Qui sait ? Ce ne sont plus des hommes... ce sont des députés ! La baguette magique du corps électoral les a transformés : hier, infimes et vaniteux crétins, ils sont aujourd'hui, par la grâce toute puissante des « intelligents » électeurs, devenus des modèles de sagesse et de valeur... Non, ils ne sont rien de sacré — ce sont, tout au plus, des individus qui sont parvenus à se faire prendre pour ce qu'ils ne sont pas ! N'est-ce pas le cas de s'écrier : — « Et voilà ce que l'on révère... »

En ce qui concerne le parlementarisme, dans ses rapports directs avec les aspirations populaires, il est bon de signaler que la plupart des socialistes reconnaissent la parfaite justesse de la critique faite plus haut, mais ils persistent à croire que des *socialistes* resteraient incorruptibles dans ce milieu pourri qu'on appelle : parlement (des deux mots *parler* et *mentir*). C'est une erreur profonde ! Le milieu fait l'homme et le meilleur garçon devient une canaille, dès qu'il passe contre-maitre.

Cette confiance mal placée provient d'un manque d'éducation socialiste. Les travailleurs ne savent encore définir exactement leurs aspirations ; ils espèrent ardemment en une société meilleure : ils *croient* sans *savoir*. Ils espèrent en la suppression du parlementarisme. Toutes les écoles socialistes sont unanimes sur point. — Les travailleurs, impulsés au début par des irréductibles, se sont rapidement laissés conquérir aux émollients. Les effets oratoires et le perfide encoens des politiciens ont entraîné la masse dans les chemins tortueux de la basse politique. Les compromissions, les alliances louches, les escobarderies des rhéteurs — et mé-

malheureusement : l'élite des petits phraseurs dont l'ignorance n'est égalée que par la suffisance — ont dérouteré la masse, la laissant indécise, ignorant où se trouve l'ennemi. — Là est le danger.

Il est certain qu'en dehors de la période électorale, la politique parlementaire n'intéresse guère la masse : c'est un résultat *fatal* de ce système de propagande. Si le travailleur désire le S. U., ce n'est pas que celui-ci l'intéresse en lui-même — l'ouvrier a l'intuition de la perfidie de ce procédé — mais il espère, grâce à lui, obtenir des *améliorations* à sa triste situation. Malheureusement, la farouche affirmation du début s'est noyée dans l'ombre des capitulations successives, le moment est à la conquête des réformes par la *voie* (?) parlementaire. On exagère outre mesure l'importance des réformes et on fait miroiter les prétendus avantages que l'action légale a rapporté aux travailleurs. Les prolétaires ne remarquent point que les quelques misérables lois de protection qu'on leur a accordé dans différents pays sont troquées, absolument inefficaces et toutes de façade, — témoin les pensions de vieillesse 18 centimes par jour, à 65 ans, et pas encore sans conditions ! — et ces lois n'ont été obtenues que grâce à la pression de la rue : on les aurait conquises sans s'occuper de parlementarisme ! Au surplus, on n'a qu'à comparer ces résultats à ceux obtenus par l'*action directe* — c'est-à-dire par la voie révolutionnaire, pour s'apercevoir de l'infériorité de la voie parlementaire.

Déterminons ce que la masse socialiste semble désirer à l'heure actuelle : c'est, conquérir le S. U. ; envoyer ensuite une majorité socialiste au Parlement ; faire voter des lois concernant les réformes et les faire *appliquer* ; transformer l'état bourgeois en état collectiviste.

Conquérir le S. U. ? Voilà près de 20 ans qu'on s'est

attelé à la besogne ! Où en est-on ? A devoir recommencer toutes les émeutes ! — On sait ce qu'a produit le mouvement de 1902.

Que d'agitations stériles ! Que de temps perdu ! Que de réformes économiques laissées à l'arrière-plan, jusqu'à ce qu'on ait conquis le misérable droit (?)... *de choisir ses maîtres* ! — Faisons remarquer, en passant, l'ironie des pince-sans-rire politiques qui soutiennent que le peuple est trop ignorant pour se conduire lui-même... mais qu'il est capable de choisir ceux qui devront le diriger...

Envoyer une majorité au Parlement ? Combien de temps cela demandera-t-il ? (Et la représentation proportionnelle ?)

En admettant même que l'impossible soit réalisé en faveur des socialistes parlementaires ; en admettant, un instant, qu'ils arrivent à posséder la majorité dans le pays, le S. U. — R. P. supprimée —, une majorité au Parlement ; en admettant que tous leurs députés restent d'ardents et sincères socialistes, qu'ils votent des lois en faveur de la classe ouvrière, et que le Sénat soit supprimé, il resterait encore à les faire appliquer... ce qui n'est pas aussi facile qu'on pourrait le penser.

En effet, il ne suffit pas de promulguer une loi pour qu'elle soit appliquée. Combien de lois ne sont jamais mises à exécution. Il faut tenir compte des nombreux obstacles que peuvent susciter ceux qui ont intérêt à ce que la loi n'atteigne pas le but, et l'on conviendra que dans une société comme celle dans laquelle nous vivons — dans laquelle l'argent est le véritable maître, ceux qui en possèdent ont la toute-puissance (*). Il est indé-

(*) Le député socialiste Calluwaert le constate, dans un discours prononcé à la Chambre belge, en 1901 :

«... J'ai vu un ingénieur venir (visiter une mine) sans avoir prévenu de son arrivée, ayant l'idée de surprendre les infractions qu'on lui avait signalées ano-

nable que tant que la production, le sol et le sous-sol, appartiendront à certains individus, ceux-ci nous dicteront leur volonté : être propriétaire, n'est-ce pas s'arroger le pouvoir d'user et d'abuser de sa propriété ? Ce « droit » s'est conservé intact dans nos codes, tel qu'il fut défini sous Jules César, il y a 2,000 ans ! — ce n'est pas pour rien que nos magistrats doivent connaître le latin...

Aussi n'est-il pas permis de s'illusionner au point de supposer que juges, gendarmes, policiers se mettraient à appliquer la loi convenablement, au bénéfice du pauvre... La preuve du contraire se fait quotidiennement : les lois ne manquent pas ; n'est-il pas inscrit dans la Constitution que *tous les Belges sont égaux devant la loi* ! On sait si ça se vérifie... On sait que les voleurs de millions sont loin d'être aussi sévèrement frappés que celui qui vole un pain... ; on sait aussi que MM. les policiers ont infiniment plus d'égards pour un filou en chapeau buse que pour un honnête ouvrier en blouse... Tout est permis aux riches, rien n'est permis aux pauvres ! — Il est trop facile de constater que la loi n'est pas une garantie pour l'exploité.

Cependant, en admettant même que ce que nous venons d'avancer ne soit pas exact, en admettant que tout soit pour le mieux et que les lois soient convenablement appliquées, ce gigantesque effort n'aboutirait encore qu'à produire une réforme !

nymement. Que fait-on ? Immédiatement, on le prie d'attendre quelques minutes, on l'appelle un peu de côté, on lui montre une machine et on lui demande son avis — et pendant ce temps, on avait mis une lettre dans une torche de paille adressée à un porion quelconque pour annoncer l'arrivée de l'ingénieur et, avant que celui-ci put descendre le tour était joué ! — Ce qu'il devait ou voulait voir était caché... »

Une réforme! Les travailleurs ont-ils jamais réfléchi à tout ce que ce mot masque d'odieuse supercherie et de décevante inutilité?

Personnellement, nous estimons que certaines réformes — les 3x8 notamment — peuvent exercer une certaine influence sur l'agitation socialiste, en entretenant, chez les plus simplistes, l'esprit de révolte contre le patronat — à la condition que la conquête de ces réformes soit poursuivie révolutionnairement.

Nous restons convaincu de leur inefficacité quant à modifier de façon sensible la situation de la classe ouvrière.

Tant qu'il y aura des parasites (des exploités), ceux qui produisent devront forcément rogner leur part pour entretenir ces parasites... Il n'y a pas à sortir de là et aucune loi n'a le pouvoir d'y changer quelque chose ().*

S'il est vrai que notre énergie, que la force de nos bras, peuvent rendre moins pénible notre situation, il n'en est que plus vrai que la loi, elle, ne peut rien pour nous.

(*) Vandervelde a été contraint de le reconnaître. Il a déclaré à la Chambre belge, le 13 février 1901 :

« M. De Smet de Nayer a soutenu que le S. U. serait l'écrasement de la bourgeoisie. M. Lorand vous a montré les pays de S. U.: France, Allemagne, Suisse. — *La bourgeoisie y est-elle écrasée?* Ne parlez pas de la suprématie du prolétariat. N'oubliez pas les **moyens d'influencement** de ceux qui possèdent la capacité et la propriété.

» L'annuaire statistique établit que la classe ouvrière ne compte **que 42 pour cent** des électeurs. Le vote plural est inutile à ceux qui possèdent la terre, opprimant les fermiers, les maisons ouvrières, opprimant les locataires, l'industrie, opprimant les salaires.

» Vous avez l'enseignement, la religion, la résignation du peuple. »

Les lois se feront toujours *contre* nous, les travailleurs, et quand on aura suivi ou feint de suivre nos indications et que, malgré cela, n'étant pas satisfaits d'une loi naturellement mal faite nous protesterons, les maîtres répondront : « Que réclamez-vous? On a fait les lois que vous demandiez, vous n'avez donc plus qu'à vous taire. »

Quant à transformer, à coups de décrets, la société bourgeoise en société collectiviste, l'idée est véritablement saugrenue... Peut-on croire que les bourgeois qui résistent si féroceement lorsqu'il ne s'agit que d'une augmentation de salaire se laisseront bénévolement dépasser?

« Soit, déclarent certains, quand tout cela sera prouvé par l'expérience et que la canaillerie de nos maîtres s'étalera aussi crûment, alors... ce sera la révolution! »

On ne peut sérieusement émettre pareille affirmation. Les exploités n'ont-ils pas suffisamment démontré ce dont ils étaient capables? — L'expérience n'a-t-elle pas trop duré déjà? Le développement immense pris par les études sociologiques n'oblige-t-il pas les plus aveugles à se rendre compte que le système capitaliste mène rapidement l'humanité à l'extermination complète?

Il y a assez longtemps qu'on nous fusille dans les rues, et nous ne devons pas attendre que nos dirigeants précèdent nos révoltes d'un nouveau guet-apens. Qu'on se remémore 1851 et les surprises d'une saignée faite au peuple français par ceux qui craignaient les conséquences de ses convictions.

N'est-il pas criminel de tromper les travailleurs, de berceur leurs souffrances avec les plaisanteries de la politique, de leur masquer la véritable voie, de ne pas former leurs convictions?

Qu'on n'oublie pas que la plupart des révolutions ont avorté parce que le peuple n'avait pas été débarrassé de

ses préjugés, qu'on ne lui avait ouvert aucun horizon nouveau : aussitôt la révolution faite, le peuple s'empressait de se donner de nouveaux maîtres, de nouveaux exploités ; on effectuait des changements *politiques*, on remplaçait un roi par un président de république sans toucher aux questions *économiques*... Beaux résultats de la propagande électorale !

Il en est — les indémodables — qui soutiennent qu'il est préférable d'envoyer des hommes intègres ou des ouvriers palper les 4,000 francs. Nous sommes loin d'être de cet avis ! Laissons à la pieuvre capitaliste son or maudit — ses tares éternelles. Que nos combattants restent dans les rangs. Conservons-les ardens et irréductibles, en dehors de l'atmosphère dangereuse du parlement.

Puisque le parlementarisme doit disparaître, à notre grand avantage, activons l'œuvre de démolition. N'envoyons pas dans les parlements des hommes qui, par leur savoir ou leur honnêteté, pourraient leur donner un éclat nouveau.

La *politique parlementaire* ne peut qu'être nuisible aux *intérêts économiques, intellectuels et moraux* de la classe ouvrière, d'autant plus qu'on ne parviendra jamais à engager l'*unanimité* des travailleurs — qui ne compte, suivant Vandervelde, que 42 p. c. des électeurs ! — à s'intéresser à une agitation donnant des résultats aussi problématiques. Ah ! s'il s'agissait d'organiser une grève générale pour conquérir les 3 x 8, il est certain que la classe ouvrière se lèverait toute entière mais... pour en arriver là, il faudrait abandonner la dissolvante et énervante action parlementaire, qui annihile toute action révolutionnaire. Les manœuvres intéressées de certains politiciens socialistes français n'ont elles pas *entravé* la magnifique grève que les mineurs français voulaient organiser en 1901 ?

S'il fallait noter les contradictions, mensonges et vile-

ties auxquels l'action parlementaire a contraint ses partisans, il faudrait des volumes ! Aussi, nos politiciens ont-ils beau jeu ; d'autant plus qu'ils s'adressent à des gens qui n'ont ni le temps, ni les moyens de vérifier les finasseries des aspirants à l'assiette-au-beurre.

Il nous reste cependant à faire remarquer avec quelle lenteur le parlementarisme s'appête à donner des résultats, si minces soient-ils.

Épinglons au passage les aveux d'un fougueux partisan du S. U. ; M. Planquaert écrivait, en 1901, dans son journal *Recht* :

« Un des grands arguments des adversaires du S. U., c'est la crainte du triomphe des socialistes. Le triomphe du socialisme n'est pas à craindre avec le S. U. Combien y a-t-il d'électeurs en Belgique ? D'après la dernière statistique, il y en a 1,400,000. Combien les socialistes ont-ils obtenu de **voix** ? 463,000. Or, les socialistes disposent à Bruxelles, à Charleroi et à Liège de beaucoup de votes pluraux. Ces 463,000 voix sont exprimées par 360,000 **électeurs** tout au plus. — Par les S. U. *pur et simple*, il y aurait donc 360,000 socialistes contre 1,040,000 autres électeurs. Où réside le péril socialiste ? »

On n'insiste pas assez sur ce côté de la question et les travailleurs espèrent toujours qu'une élection heureuse les déchargera de leur misère.

On voit qu'en faisant aux parlementaires la part la plus belle possible, en admettant que tout réussisse en leur faveur et que l'arrivée d'une majorité socialiste au Parlement soit de nature à faire tomber les alouettes toutes rôties, il reste à savoir si les travailleurs auront la patience et les moyens d'attendre jusqu'alors...

Voyons rapidement :

Suivant Vandervelde il y avait en 1901, en Belgique, exactement un million 403,487 électeurs.

Pour avoir la majorité, les socialistes devraient donc former plus de 700,000 électeurs. Avec les nouveaux inscrits, pendant le temps nécessaire à la conquête, on reste encore en dessous de la vérité en évaluant à 800,000, chiffres ronds, le nombre des électeurs qui devront s'être ralliés au P. O., pour que celui-ci possède la majorité au parlement.

En comparant les chiffres, depuis 1894 jusqu'à ce jour, on constate que le parti socialiste parlementaire ne gagne pas 10,000 nouveaux électeurs chaque année.

En admettant qu'il y ait à présent 400,000 électeurs socialistes, il en reste encore autant à conquérir. Les travailleurs n'ont donc plus qu'à patienter pendant quarante ans pour obtenir une légère satisfaction.

Un p'tit demi siècle, quoi...

Et tout cela encore à condition que le Sénat et la R. P. soient supprimés — comment? — que le S. U. pur et simple fonctionne dès à présent et sans accrocs, qu'on ait gagné 10 pour cent des électeurs parmi les bourgeois et l'unanimité des électeurs ouvriers, que les députés restent sincères, que les bourgeois se laissent tranquillement faire et, surtout, que les électeurs n'imitent pas trop souvent ceux de Seraing, etc.

On sait qu'aux élections d'octobre 1903 les administrations communales socialistes de Seraing, Montegnée, Herstal, et foule d'autres localités industrielles ont été renversées et remplacées par des mandataires antisocialistes! On voit que non seulement le socialisme parlementaire avance lentement, mais que bien souvent il recule...

Patience travailleurs! Si l'impossible se réalise en votre faveur, vous n'avez plus qu'une cinquantaine d'années à attendre... pour obtenir des réformes.

Si vous avez le temps, si vous travaillez trop peu et si vous êtes trop bien salariés, si vos femmes, vos enfants et

vous même avez trop bonne nourriture et trop bons vêtements, prenez patience... Attendez, braves travailleurs, dans 50 ans... vous ne serez *probablement* plus les misérables que vous êtes aujourd'hui.

Mais si vous n'avez pas le nécessaire, si votre salaire ne vous permet pas de bien vous chauffer et vêtir en hiver, si votre nourriture malsaine et maigre vous rend tuberculeux; si, enfin, vous manquez de tout, alors... en attendant la fin de ces... 50 années, travailleurs... crevez de faim!

Résumons: l'action parlementaire est dangereuse pour le socialisme 1° Parce qu'elle affaiblit et réduit à rien ses principes fondamentaux; 2° Parce qu'elle est une cause de désunion; 3° Parce qu'elle anéantit le syndicalisme; 4° Parce qu'elle est corruptrice; 5° Parce qu'elle est excessivement lente; 6° Parce qu'elle annihile tout mouvement révolutionnaire; 7° Parce que ses résultats sont pour ainsi dire nuis.

Le parlement est une institution anti-socialiste, basée sur l'oppression, et on ne peut y participer sans renier tout le socialisme.

Au surplus, la bourgeoisie ne cède jamais que devant la force. Voilà près de vingt ans (depuis 1885) que le Parti Ouvrier lutte pour obtenir le S. U. pur et simple et il ne l'a pas encore. Chaque fois qu'on a voulu obtenir la moindre amélioration, il a fallu recourir à l'émeute. L'histoire témoigne d'une façon indiscutable que le peuple a dû conquérir toutes ses libertés les armes à la main.

C'est alors que — contradiction déconcertante — on désire le S. U. pour évoluer *pacifiquement* et pour le conquérir il faut — déjà! — faire une révolution! — Plus fort! Pour le S. U. la révolte est sacrée; pour décrocher des réformes elle est *inoportune*! — Encore plus

fort ! Quand le peuple sera le maître, par l'émeute, il imposera le S. U. pour, dans un avenir très lointain, conquérir des réformes...qu'il pourrait imposer immédiatement...

C'est idiot ou canaille !

Détaissez l'action parlementaire, elle désunit les travailleurs, les énerve et les émascule. Depuis que les socialistes sont au Parlement, l'action révolutionnaire a perdu de sa vigueur. Devenons forts devenons conscients pensons constamment au but final : la suppression du patronat. Serrons-nous les coudes, faisons de la propagande, faisons comprendre à tous que l'autorité c'est le mal, la propriété c'est le vol, la guerre c'est le crime. Ne faisons aucune concession à la classe bourgeoise. Plus de compromissions et d'alliances louches. Entre les travailleurs et l'exploiteur il ne peut y avoir entente. Ce sera la Révolution ! Et bien, puisque l'on est forcé de conclure qu'il n'y a pas de transformation suffisante sans révolution, pourquoi ne pas s'occuper de la grande bataille !

Veut-on se trouver avec un bulletin de vote à la main, devant un ennemi dont le sabre est affilé ?

Certes non ! Socialistes dans la large et humaine conception du terme, poursuivons sans relâche la *socialisation des moyens de production*, avec toutes ses contingences morales, intellectuelles et physiques, sans nous laisser détourner par le verbiage des hommes qui se disent indispensables.

Aux travailleurs à méditer et à conclure : les maîtres ont suffisamment prouvé qu'il ne cédaient que devant la violence.